



Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Réponse au discours du trône par M. Bernard Richard, chef intérimaire de l'opposition officielle

le 22 novembre 2001

Extrait officiel du *Journal des débats (hansard)*

Le texte du discours est rendu accessible
par le bureau du greffier de l'Assemblée législative.
La version électronique n'est diffusée qu'à titre documentaire.
L'imprimé du *Journal des débats (hansard)* fait foi.

[Traduction]

Si j'avais su comme vous m'aimiez autant, je me serais peut-être présenté à la direction après tout.

Je commence aujourd'hui par rendre hommage à la lieutenant-gouverneure Marilyn Trenholme Counsell pour son travail continu au nom de la population du Nouveau-Brunswick. Je voudrais particulièrement féliciter Son Honneur de l'excellent travail qu'elle accomplit en faveur des enfants de la province. Elle a déjà été ministre d'État pour la famille, et il semble parfois qu'elle n'a jamais vraiment abandonné son portefeuille, même aujourd'hui.

Monsieur le président, je voudrais aussi vous offrir mes meilleurs vœux. S'il faut se fier aux deux dernières sessions de l'Assemblée législative, les quelques semaines à venir seront certainement très animées. Monsieur le président, je connais votre grand enthousiasme et respect pour le processus parlementaire, et je suis certain que vous guiderez la Chambre en conséquence.

[Original]

Je tiens à rendre hommage, encore une fois, à la sergente d'armes, Phyllis LeBlanc, qui se joint à nous pour sa dernière session avant une retraite bien méritée, bien sûr, mais aussi très prématurée, il me semble. Bonne chance, Phyllis.

Je remercie la greffière, le greffier adjoint, les commissionnaires et tout le personnel de l'Assemblée législative, qui travaillent inlassablement afin d'assurer le meilleur fonctionnement possible des travaux parlementaires.

Je voudrais souhaiter la bienvenue à nos nouveaux pages à l'Assemblée législative. Je me réjouis également de voir au moins un visage bien connu de retour pour affronter une autre session. Ce sera un plaisir pour moi d'apprendre à vous connaître un peu mieux à mesure que la session se déroulera.

Je veux rendre hommage aux membres de la fonction publique du Nouveau-Brunswick. Je crois qu'il serait impossible de dire trop souvent que ces gens dévoués et compétents constituent la meilleure fonction publique de tout le Canada.

Je tiens à remercier les membres du personnel du Bureau de l'opposition, bien sûr, avec qui nous travaillons chaque jour, ainsi que les membres du personnel du Bureau du Parti libéral. Ils sont peu nombreux, mais ils travaillent sans relâche pour appuyer notre caucus de sorte que nous puissions obliger le gouvernement actuel à rendre compte. Nous ne pourrions pas accomplir notre travail sans leur aide.

[Traduction]

J'ai le grand honneur de diriger l'équipe si dévouée et si enthousiaste de l'opposition officielle. Ses membres, chacun pour sa part, apportent une riche gamme de connaissances, d'expérience et de talents. Je suis fier de les appeler mes collègues et mes amis.

Je m'en voudrais de ne pas faire mention des événements horribles des derniers mois et de l'impact qu'ils ont eu sur notre vie. Ces événements ont certainement été pour nous une occasion de prendre le temps de réfléchir à ce qui est vraiment important pour nous et de songer au genre de monde dans lequel nous voulons vivre.

Tandis que nous tâchons tous de nous adapter à la nouvelle réalité dans laquelle nous vivons, c'est avec grande fierté que j'ai observé la manière dont les gens du Nouveau-Brunswick ont réagi face aux attentats terroristes. Les gens de Moncton, qui se sont réunis pour venir en aide aux voyageurs dont les avions avaient été déroutés, se sont fait des amis à travers le monde. Dans toute la province, nous avons vu des gens du Nouveau-Brunswick faire des dons d'argent aux opérations de secours, donner du sang pour les blessés et envoyer des ours en peluche aux enfants de New York. Je rends également hommage aux hommes et femmes du Nouveau-Brunswick qui font partie des Forces armées canadiennes et qui se préparent maintenant à servir notre pays dans des interventions militaires et humanitaires outre-mer.

Toutefois, pendant que nous suivons les événements aux États-Unis et outre-mer, la vie ici doit continuer. Il y a des questions qui doivent être abordées au Nouveau-Brunswick, et c'est la responsabilité que nous assumons aujourd'hui.

Je promets de garder une attitude positive pendant la session. C'est pourquoi je parlerai peu du discours du trône. Ce discours contient beaucoup moins qu'il ne le semble. Bon nombre des initiatives dans le discours de mardi ont déjà été annoncées. En effet, l'annonce sur le personnel

infirmier praticien remonte au printemps, les stratégies de développement total ont été promises il y a deux discours du trône, et l'ancien gouvernement a annoncé la politique sur la protection des zones côtières il y a quatre ans passés. Tandis que le gouvernement actuel préfère se tourner vers le passé, l'opposition braque son regard sur l'avenir.

Au cours des 12 prochains mois, il est fort probable que les gens du Nouveau-Brunswick iront aux urnes. Nous avons l'intention de leur offrir un choix clair. Nous avons l'intention de nous démarquer des Conservateurs au pouvoir. Comment procéderons-nous? Eh bien, les platitudes, les paroles en l'air et l'indécision étant la chasse gardée du gouvernement, je dirais que nous devons nous charger du franc-parler, de l'esprit de décision et de l'action. Nous commettrons peut-être des erreurs, mais ce sera en essayant et non pas en restant les bras croisés. Nous assumerons nos responsabilités et n'essaierons pas de blâmer les autres. Nous ferons part de nos positions aux gens du Nouveau-Brunswick et nous respecterons leur jugement.

Nous avertissons le gouvernement que nous présenterons des propositions de politiques et que nous lancerons un débat sur un certain nombre de questions importantes au cours de la session. Nous avons commencé hier en présentant un certain nombre de motions sujettes à débat.

Parce que la tâche a dépassé la capacité du gouvernement actuel, nous demandons à l'Assemblée législative de condamner le bilan épouvantable du gouvernement en matière de développement économique et de création d'emplois. Parce que les soins d'urgence devraient être accessibles à toutes les personnes du Nouveau-Brunswick à l'endroit et au moment où elles en ont besoin, nous demandons au gouvernement d'inclure dans son plan directeur pour les hôpitaux une disposition exigeant que les salles d'urgence restent ouvertes en tout temps et soient dotées d'un effectif complet. Parce que le Nouveau-Brunswick devrait être un endroit qui attire les professionnels de la santé à s'y installer, nous proposons un programme visant à remettre une partie de la dette liée à l'école de médecine pour chaque année qu'un médecin pratique au Nouveau-Brunswick. Nous proposons un programme semblable pour le personnel infirmier praticien.

Parce que nous attachons de l'importance à la santé de nos jeunes et parce que c'est ce qu'il faut faire, nous exhortons le gouvernement à mettre en oeuvre à l'échelle provinciale une politique interdisant le tabagisme sur les terrains scolaires. Parce que les gens du Nouveau-Brunswick ayant besoin de réadaptation à la suite de lésions neurologiques ou de la moelle épinière nécessitent les meilleurs soins possibles dans le meilleur milieu possible, nous proposons que le gouvernement prenne des mesures immédiates pour transférer le nouveau centre Stan Cassidy à un emplacement contigu à l'Hôpital Dr Everett Chalmers. Parce que nous voulons veiller à ce que nos jeunes obtiennent l'éducation dont ils ont besoin, nous proposons un programme incitatif pour les universités qui excellent à fournir de l'innovation et de l'opportunité en éducation.

Afin d'ouvrir les lignes de communication entre le public et les universités, nous proposons que le Comité spécial de l'éducation invite des représentants des universités de la province à comparaître devant le comité afin de faire part de leurs dépenses et de donner un aperçu de leurs projets et priorités. Nous voulons que les lignes de communication soient ouvertes entre les conseils d'éducation de district et les gens de la province. Nous demandons au Comité spécial de

l'éducation d'inviter des représentants de chaque conseil à comparaître devant le comité.

Parce que des gens du Nouveau-Brunswick nous ont dit que c'est ce qu'ils voulaient, nous exhortons le gouvernement à maintenir Énergie NB en tant qu'entreprise publique. Nous demandons également au Comité permanent des corporations de la Couronne de demander au chef de la direction d'Énergie NB de comparaître devant lui, avant la fin de son contrat, pour que ce dernier nous fasse une mise au point sur trois projets de développement très importants en cours à Énergie NB.

Parce que la sécurité des gens du Nouveau-Brunswick est importante pour nous, nous nous attendons à ce que le gouvernement présente un plan d'action afin que les routes du Nouveau-Brunswick soient plus sécuritaires pour les gens du Nouveau-Brunswick ainsi que pour les personnes qui nous rendent visite ou qui sont simplement de passage dans notre province.

[Original]

Parce que nous ne pensons pas que le sexe devrait déterminer le salaire, nous demandons des modifications à la *Loi sur l'équité salariale* pour que cette loi s'applique à toutes les parties des services publics, et nous voulons que le gouvernement présente, pour que tous les gens du Nouveau-Brunswick en discutent ouvertement, un livre blanc sur l'équité salariale dans tous les secteurs économiques.

Parce que nous voulons que les personnes âgées du Nouveau-Brunswick puissent payer les médicaments qu'il leur faut, nous proposons des mesures de rajustement automatique des transferts maximaux au titre du Programme de médicaments sur ordonnance afin d'empêcher que la dérive fiscale ne cause des difficultés.

Parce que nous croyons qu'une eau potable salubre est une nécessité et non un luxe, nous proposons une politique qui interdirait la coupe à blanc dans les limites des bassins hydrographiques sans une étude d'impact sur l'environnement appropriée visant à déterminer où et comment une coupe à blanc peut être effectuée de manière sécuritaire.

Parce que nous savons que le nord du Nouveau-Brunswick fait face à de sombres perspectives économiques avec la fermeture de Brunswick Mine, nous proposons que les gouvernements provincial et fédéral collaborent avec les gens de la région afin d'élaborer un programme du genre de la Société d'expansion du Cap-Breton, lequel comprendrait une stratégie de développement économique à long terme visant les défis particuliers du Nord-Est et disposant de ressources humaines et financières spéciales. Ce n'est pas important uniquement pour les résidents du nord du Nouveau-Brunswick, c'est important pour tout le Nouveau-Brunswick.

Nous exhortons également le gouvernement à convaincre Noranda de rendre ses données publiques pour offrir aux autres compagnies minières la possibilité de venir faire de la prospection dans la région de Bathurst. Parce que nous pensons qu'il est temps d'éliminer les intermédiaires, nous demandons au gouvernement de ne pas renouveler le contrat des propriétaires d'appareils de pari vidéo et d'utiliser le bénéfice additionnel généré pour augmenter immédiatement le financement des services de traitement de la dépendance au jeu dans la province et atténuer la pression financière exercée sur les systèmes de santé et d'éducation.

Parce qu'il y a plus de 32 ans que la *Loi sur les langues officielles* est en place, nous proposons la création d'un livre blanc, afin de permettre des discussions publiques portant sur des changements possibles à cette loi très importante.

Estimant que nous pouvons prendre une idée qui a tourné en queue de poisson et en faire un mécanisme efficace de l'Assemblée législative, nous demanderons la reconstitution du Comité spécial d'examen des nominations du lieutenant-gouverneur en conseil. Nous voulons l'équilibre des forces entre le parti ministériel et l'opposition, de manière à ce que le comité puisse accomplir sa mission de dépolitisation des nominations.

Voilà, nous faisons des propositions concrètes et positives pour rendre la province du Nouveau-Brunswick meilleure, plus efficace. Et qu'en dit le premier ministre?

[Traduction]

Qu'en dit le premier ministre? En parcourant le journal de ce matin, j'ai été surpris quand j'ai lu la réaction du premier ministre à nos propositions et suggestions positives. Il a dit qu'une pourrait peut-être l'intéresser. Il a examiné toutes les suggestions, puis il a dit : Il y a en a une qui est bonne ; nous prendrons donc le temps de l'examiner. C'est écrit noir sur blanc dans l'édition de ce matin du *Times & Transcript* de Moncton.

Qu'en est-il de l'équité salariale? Qu'en est-il des services d'urgence dans nos hôpitaux? Le premier ministre n'y voit-il pas du bon?

[Original]

Que dit-il de la *Loi sur les langues officielles*? N'est-il pas prêt à ouvrir des délibérations sur une loi fondamentale pour le Nouveau-Brunswick? Il semble que non. Que dit-il des taux d'assurance pour les personnes âgées du Nouveau-Brunswick? Pas un mot du premier ministre là-dessus.

[Traduction]

Le premier ministre n'y voit-il pas du bon? Ne pense-t-il pas que garder les médecins au Nouveau-Brunswick est une bonne proposition? S'efforcer de garder le personnel infirmier praticien au travail ici et trouver des incitatifs pour l'encourager à rester, ce n'est pas une bonne chose pour le premier ministre? Il voulait que nous soyons positifs et que nous formulions des recommandations, mais il doit lui-même se montrer moins politicien et accepter au moins les recommandations qui ont du sens pour le Nouveau-Brunswick, car le gouvernement n'a pas le monopole sur la formulation de bonnes suggestions et recommandations et sur la poursuite des intérêts de la population du Nouveau-Brunswick.

Voilà en partie ce que nous offrirons aux gens du Nouveau-Brunswick, et nous dirons aussi à ces gens ce que le gouvernement actuel, lui, n'a pas offert : des solutions, des mesures et de la prévoyance. Je dirais que nos propositions ont plus de substance que celles contenues dans le discours du trône.

J'ai passé beaucoup de temps à m'entretenir avec les gens du Nouveau-Brunswick, et je crois qu'ils ont des attentes très précises face à leur province et à leur gouvernement. Les gens du

Nouveau-Brunswick veulent un emploi stable et la dignité qu'apporte le travail. Les gens du Nouveau-Brunswick veulent savoir qu'eux et les membres de leur famille obtiendront en temps utile les soins dont ils auront besoin en cas de maladie ou de blessure. Les gens du Nouveau-Brunswick veulent savoir que leurs enfants et leurs petits-enfants reçoivent une bonne et pertinente éducation qui les préparera à prendre la place qui leur revient dans notre société trépidante et en mutation constante. Les gens du Nouveau-Brunswick veulent savoir que leurs parents et leurs grands-parents qui prennent de l'âge pourront obtenir les soins à long terme dont ils ont besoin. Les gens du Nouveau-Brunswick veulent savoir que les routes qu'ils empruntent tous les jours sont sécuritaires. Les gens du Nouveau-Brunswick veulent savoir que leurs factures d'électricité ne monteront pas en flèche et qu'ils pourront se permettre de chauffer leurs maisons pendant les mois froids de l'hiver.

Les gens du Nouveau-Brunswick veulent une bonne vie pour eux-mêmes, leurs familles et leurs voisins. Ils veulent un gouvernement qui, en plus de partager une telle vision, prend des mesures pour la concrétiser. Les gens du Nouveau-Brunswick n'exigent pas un gouvernement qui accomplit des miracles. Ils exigent seulement un gouvernement qui agit.

[Original]

Les gens du Nouveau-Brunswick savent que l'on ne peut pas gouverner efficacement en récitant continuellement des platitudes sur tout sans jamais agir. Le gouvernement actuel suppose que, si on dit la même chose assez souvent et assez fort, les gens finiront par le croire, mais l'idée commence à s'user, et de plus en plus de gens du Nouveau-Brunswick, de toutes les régions, de tous les âges, voient clair dans ce qui est de la comédie cynique.

La leçon tirée de notre histoire collective au Nouveau-Brunswick est que nous avons beaucoup accompli en poursuivant sans relâche une vision, en prenant appui sur nos progrès, en gagnant toujours du terrain. Toutefois, on ne peut pas gagner du terrain si on ne fait rien. Le gouvernement actuel ne fait rien malgré les défis urgents qui s'accroissent autour de lui. Il joue avec nos perspectives, et nous risquons d'être laissés pour compte.

Les gens du Nouveau-Brunswick possèdent maintenant une meilleure compréhension de ce qu'est le gouvernement Lord, 30 mois après l'arrivée au pouvoir de ce dernier. D'après ce que je peux voir, le mandat actuel est caractérisé par la dérive, l'inaction et l'essoufflement. Si un problème peut être réglé, il faut l'étudier ; si le problème subsiste, il faut blâmer quelqu'un d'autre.

Le gouvernement actuel a montré qu'il n'est pas disposé à être jugé. Il n'a pas le courage de prendre les décisions difficiles ; il traînera son inertie et son allergie aux décisions controversées jusqu'aux prochaines élections. Le gouvernement actuel résiste à tout et n'épouse aucune cause.

[Traduction]

Abraham Lincoln a dit un jour qu'on ne peut fuir la responsabilité de demain en s'y dérochant aujourd'hui.

Les gens du Nouveau-Brunswick veulent savoir qu'ils comptent sur la scène nationale, qu'ils sont importants, que leur attitude positive ne s'est pas enlisée dans un borborygme d'indécision.

J'avertis le gouvernement actuel que nous avons l'intention de révéler sa méthode de gouverner à tous les gens du Nouveau-Brunswick. Il ne pourra plus esquiver les questions difficiles.

Un nombre croissant de gens du Nouveau-Brunswick ont des questions, et nous avons l'intention de les poser. Nous demanderons pourquoi le gouvernement actuel a complètement perdu le nord en matière de développement économique au Nouveau-Brunswick. Nous demanderons pourquoi les listes d'attente pour la chirurgie et le traitement du cancer au Nouveau-Brunswick continuent de s'allonger. Nous demanderons si nos enfants reçoivent la meilleure éducation pour pouvoir faire face aux pressions du monde d'aujourd'hui. Nous demanderons ce que le gouvernement actuel prévoit faire avec Énergie NB. Les gens du Nouveau-Brunswick ont bien des questions. Si le gouvernement actuel refuse d'offrir des réponses, nous le ferons.

Le Nouveau-Brunswick était la petite province capable. En 2000, notre province s'est classée dernière au chapitre du développement économique au Canada. Il est prévu que nous serons les derniers cette année, et les organismes économiques prédisent que nous serons les derniers l'année prochaine également. S'il existait un rang inférieur au dernier, le gouvernement actuel nous y placerait. Voilà ce qui est triste.

Comme pour tout le reste, les membres du gouvernement sont de beaux parleurs, mais de moins en moins de personnes du Nouveau-Brunswick avalent leurs propos. Il est certain que le milieu des affaires ne les avale pas. Je crois que le problème est assez bien résumé dans l'article paru dans le *Telegraph-Journal* du 22 juin 2001 :

[Traduction]

Pendant la première année, les gens du milieu des affaires ont attendu leur tour, mais, après avoir passé deux années sur la touche, ils commencent à se demander si le gouvernement actuel a un plan précis.

Ils ont tout lieu d'avoir des doutes.

Il y a quelque temps, le gouvernement actuel a envoyé aux gens d'affaires une version préliminaire de sa stratégie de développement économique afin de savoir ce qu'ils en pensaient.

La stratégie a été démolie dans l'ensemble, renvoyée pour des révisions et critiquée pour toutes ses platitudes et l'insuffisance de ses politiques.

Les rengaines conservatrices, selon lesquelles le gouvernement veut collaborer avec les gens du Nouveau-Brunswick et veut opter pour la prospérité, n'ont pas plu aux gens du milieu des affaires, qui sont habitués aux plans pluriannuels et à une orientation bien définie.

C'est ce que le *Telegraph-Journal* avait à dire.

[Original]

Le battage du gouvernement actuel autour du nouveau plan décennal ne représente pas une initiative positive mais plutôt un mécanisme de défense qui vise à apaiser les critiques selon lesquelles il n'accomplit rien et ne fait preuve d'aucune vision.

En octobre, l'ancien ministre des Investissements et des Exportations — qui est maintenant le ministre des Finances — a dit aux gens du Nouveau-Brunswick : Je demande à tout le monde d'aider en commençant à faire leur magasinage de Noël. Voilà.

Les gens du Nouveau-Brunswick pourraient commencer leur magasinage de Noël à Pâques. Cela ne compenserait pas le manque de stratégies de développement économique concrètes chez le gouvernement actuel ni ses solutions simplistes et ses idées creuses.

Bien sûr, c'est le même ministre qui, à titre de ministre des Finances nouvellement nommé, a dit : Lorsque l'économie va bien, on n'est pas obligé d'écouter autant, car la marge de manoeuvre est plus grande. Qu'est-ce que cela veut dire?

Voilà la politique économique du gouvernement. Lorsque l'économie va bien, on n'est pas obligé d'écouter, et, lorsque l'économie ralentit, les gens devraient faire leur magasinage de Noël, et, bien sûr, ce n'est jamais la faute du gouvernement. Certes, le gouvernement comprendra si les gens du Nouveau-Brunswick ne sont pas particulièrement encouragés par une telle approche.

J'ai peut-être parlé un peu vite lorsque j'ai dit que le gouvernement actuel n'a pas de nouvelles idées pour le développement économique. Il a effectivement eu une idée nouvelle ; bien entendu, elle était mal conçue et a beaucoup contrarié le milieu des affaires.

Il y a près de deux ans, tout le monde a été surpris, et pas rien qu'un peu, lorsque le premier ministre a démantelé le ministère du Développement économique, du Tourisme et de la Culture. Après tout, c'était l'un des ministères du Développement économique les plus efficaces du pays et l'un de ceux qui remportaient le plus de succès. Résolu, dynamique et axé sur les résultats, il était un intervenant très respecté dans le secteur des affaires.

Nous étions continuellement accusés de maraudage d'emplois dans les autres provinces. L'accusation n'est plus portée contre nous aujourd'hui. Personne ne nous accuse de voler des emplois maintenant.

J'ai été soulagé de voir que, cet automne, enfin, le premier ministre s'est rendu compte de son erreur et qu'il a essayé de ramener les éléments au sein d'un même ministère. Je regrette seulement qu'il ne s'en soit pas rendu compte beaucoup plus tôt, ce qui aurait évité 18 mois de frustration aux gens d'affaires, au personnel et aux compagnies cibles. Comme le dit une vieille comptine : Tous les chevaux du seigneur, tous les soldats du seigneur n'ont pu relever Humpty-Dumpty et le remettre droit. Les dégâts sont faits, et les réparations prendront des années. Hélas! Hélas! Et ce sont les gens du Nouveau-Brunswick qui en paieront le prix ; les citoyens du Nouveau-Brunswick en paieront le prix.

[Traduction]

Malheureusement, quand on ne fait rien, il ne s'ensuit pas que les choses demeurent telles quelles. En fait, on perd du terrain, et voilà ce qui est triste. J'ai parlé à des gens du secteur des affaires tant au Nouveau-Brunswick qu'à l'extérieur de la province. Ils me disent que notre province est rapidement en passe de devenir un fantôme d'elle-même. Un grand nombre des

annonces de création d'emplois que le gouvernement actuel a pu faire découlent du travail préparatoire effectué par le gouvernement précédent. Il n'y a pas grand-chose d'autre dont le gouvernement actuel puisse s'approprier le mérite.

Les gens du Nouveau-Brunswick sont des gens qui ont choisi l'innovation et le progrès. Pendant des générations, ils ont bâti une économie axée sur les industries traditionnelles. Les gens du Nouveau-Brunswick se sont alors rendu compte que notre province avait beaucoup à offrir aux touristes ; ils ont donc choisi l'industrie touristique et ajouté un autre pilier à notre économie. Dans les années 80, les gens du Nouveau-Brunswick se sont rendu compte qu'il y avait une nouvelle économie, une économie numérique, et ils ont voulu être partie prenante. Cependant, ils ne voulaient pas seulement faire partie des nouvelles industries, ils voulaient être au premier plan.

Les rêves pour un Nouveau-Brunswick chef de file dans la technologie de l'information ne sont pas seulement venus du deuxième étage de l'édifice du Centenaire. Les gens de partout au Nouveau-Brunswick partageaient de telles ambitions, un tel dynamisme. Les gens du Nouveau-Brunswick ont toujours de tels objectifs, mais ils trouvent une oreille bien moins attentive chez le gouvernement actuel. Nous avons entendu le premier ministre parler d'e-NB, d'e-commerce, d'e-gouvernement et d'e-apprentissage. E-bien, ça suffit! Il faut plus que la lettre «e» et un trait d'union placés devant un mot pour bâtir l'économie du savoir. Il faut du dynamisme. Il faut une attitude gagnante.

En matière de développement économique, le gouvernement est l'incarnation même du réparateur Maytag : il attend bien sagement que le téléphone sonne. Les gens du Nouveau-Brunswick en ont assez du bricolage que fait le gouvernement actuel dans le dossier du développement économique. Il est temps de rétablir les programmes pour la petite entreprise. Il est temps de rétablir les équipes intégrées pour les centres d'appels. Il est temps d'ouvrir de nouveau la porte aux initiatives en matière de technologie de l'information.

[Original]

Dans les semaines à venir, nous entendrons sûrement le premier ministre parler en long et en large d'investir dans la population. Je n'accepte pas que le premier ministre parle d'investir dans la population alors que son gouvernement prend des décisions qui vont dans le sens contraire.

Est-ce que vous investissez dans la population lorsqu'on apprend que les programmes de formation à l'intention des personnes handicapées sont réduits? Investissez-vous dans la population lorsqu'on apprend que vous permettez que les activités d'alphabétisation de la province, qui ont remporté des prix internationaux, s'arrêtent maintenant? Investissez-vous dans la population lorsqu'on apprend qu'un programme réussi d'éducation à distance a été mis sur la glace? Investissez-vous dans la population lorsqu'on apprend que vous faites obstacle aux personnes qui essaient de perfectionner leurs compétences, en réduisant l'aide financière pour des dépenses comme la garde d'enfants?

Le fait que le gouvernement actuel a mal géré les programmes de formation et de développement de l'emploi est bien plus éloquent que des propos vides.

[Traduction]

Le gouvernement actuel refuse catégoriquement de croire que les gens du Nouveau-Brunswick sont capables de maîtriser leur destin. Il n'a montré aucune confiance en l'ardeur au travail et l'esprit d'entreprise des gens du Nouveau-Brunswick. Le gouvernement a plutôt traité les gens du Nouveau-Brunswick comme des objets passifs, un groupe de personnes dont il faut prendre soin, un groupe de personnes sans idées, sans imagination et aux compétences limitées. Les gens du Nouveau-Brunswick ne sont pas crédules à ce point-là et ils trouvent insultant qu'un gouvernement bafoue l'image de soi qu'ils ont travaillé si dur à améliorer pendant les années 90.

L'économie n'est pas la seule chose qui préoccupe les gens du Nouveau-Brunswick. Les gens de la province veulent être assurés que des soins de santé de qualité leur seront accessibles ainsi qu'à leurs familles. Ils ont beaucoup de questions qui restent sans réponse, et nous aussi.

Il faut se demander comment le premier ministre a eu l'audace et l'arrogance, lors d'une conférence de presse il y a deux semaines, de dire : Le niveau d'augmentation du budget des soins de santé ne sera pas aussi élevé qu'il l'a été l'année dernière ou l'année précédente, car nous estimons que beaucoup des pressions ont été éliminées. La théorie du premier ministre sur le renouvellement des soins de santé semble être la suivante : J'ai dépensé de l'argent pour le système de soins de santé ; les problèmes doivent donc être réglés.

Nous voulons savoir, et les gens du Nouveau-Brunswick aussi, exactement quelles pressions le premier ministre estime que son gouvernement a éliminées. Les personnes atteintes de cancer qui attendent presque deux fois plus longtemps qu'en 1999 de recevoir des traitements de radio-oncologie veulent certainement le savoir. Les milliers de personnes du Nouveau-Brunswick sans médecin de famille aimeraient le savoir. Le monsieur qui a passé 60 heures sur une civière dans une salle d'examen à l'Hôpital Georges L. Dumont parce qu'une pénurie de personnel infirmier a forcé la désaffectation de lits aimerait le savoir. Le garçon de 12 ans dont l'amygdalectomie a été annulée à deux reprises en raison de pénuries de personnel à l'hôpital de St. Stephen veut le savoir. Le monsieur de Shediac qui est resté plusieurs semaines à l'hôpital à attendre une place dans un foyer de soins aimerait le savoir. Les gens du Nouveau-Brunswick sur la liste d'attente de plus en plus longue du centre provincial de réadaptation neurologique, le Centre Stan Cassidy, doivent aussi se demander comment le premier ministre peut affirmer que de telles questions sont réglées, puisque la liste d'attente a doublé au cours de l'année écoulée. Une dame de 81 ans de Bathurst s'est cassé le bras et a dû attendre quatre jours pour avoir une chirurgie reconstructive ; elle aimerait savoir, j'en suis certain.

Les professionnels de la santé qui constatent le besoin d'un nouvel équipement, alors que le gouvernement a dépensé seulement 10 % des sommes fédérales disponibles, doivent aussi se demander ce qui a été réglé. Les gens du Nouveau-Brunswick dans des collectivités comme Tracadie, Sussex et Saint John, qui ont été témoins de la fermeture de salles d'urgence, pensent probablement qu'il y a encore des pressions importantes à régler. Le personnel infirmier, qui a été poussé à bout et qui a vu peu de changement dans le cadre de la Stratégie en matière de ressources infirmières, doit aussi entretenir des doutes lorsqu'il entend les membres du gouvernement parler du nombre accru d'infirmiers et d'infirmières, alors que ce n'est pas le cas.

[Original]

Au cours de la présente session, nous, dans l'opposition, ferons des suggestions à propos des mesures différentes que nous prendrions dans le domaine des soins de santé, car nous croyons que, pour les gens du Nouveau-Brunswick, les structures administratives ne sont pas prioritaires ; les priorités sont plutôt les mesures pour attirer de jeunes médecins, infirmiers et infirmières dans la province, l'accessibilité aux services de santé primaires au moment et à l'endroit où les gens en ont besoin et les listes d'attente excessives pour la chirurgie ou le traitement du cancer. Si le gouvernement actuel n'offre pas de solutions aux gens du Nouveau-Brunswick, nous le ferons.

Nous parlerons également de l'éducation. Tous les gens du Nouveau-Brunswick veulent s'assurer que nos enfants, de la maternelle à la 12^e année, reçoivent une bonne éducation, qu'il y a un nombre suffisant d'enseignants et enseignantes et une quantité suffisante de ressources en classe et que leurs écoles sont salubres et sûres. Toutefois, nous voulons aussi parler de ce qui se passe après la remise des diplômes de l'école secondaire, lorsque beaucoup de nos jeunes font la transition au postsecondaire.

Cette année, la moyenne des prêts étudiants universitaires au Nouveau-Brunswick est de plus de 7 300 \$, et la situation s'empire. À la fin d'un programme typique de quatre ans, il se peut fort bien qu'une étudiante ou un étudiant soit endetté de plus de 30 000 \$. Le gouvernement a certainement besoin de s'occuper des droits de scolarité qui augmentent et des obstacles à l'accessibilité, mais il faut aussi s'occuper d'autres questions une fois que les étudiants sont inscrits et que le chèque des droits de scolarité est libellé.

Peu importe la façon dont les étudiantes et étudiants paient leur formation universitaire, ils veulent être certains d'en avoir pour leur argent. Les étudiants et leurs parents veulent savoir que l'éducation qu'ils reçoivent les aidera à obtenir un emploi après la remise des diplômes. L'éducation postsecondaire est un investissement majeur, et nous offrirons nos suggestions sur la façon dont nous pouvons travailler pour que les étudiants et étudiantes obtiennent aujourd'hui l'éducation qui les aidera demain et dans les années à venir.

Nous avons aussi un certain nombre de questions au sujet de ce que le gouvernement actuel prévoit pour les soins de longue durée dans la province. Pendant plus de deux ans, l'ancien ministre des Services familiaux et communautaires nous a promis une stratégie des soins de longue durée. J'espère que la nouvelle ministre ne nous fera pas attendre plus longtemps, surtout que la liste d'attente pour les foyers de soins a plus que doublé depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel.

Pour les nombreuses personnes et familles du Nouveau-Brunswick qui reçoivent les excellents services de soins à domicile de la province, de nombreuses questions se posent au sujet de la viabilité de ces services ; nous attendrons donc aussi du gouvernement des plans pour les soins à domicile.

[Traduction]

Nous voulons savoir pourquoi le ministre des Transports dit qu'il resserrera son budget, alors que le premier ministre a promis que le gouvernement accédera enfin à une partie des 90 millions de dollars de fonds fédéraux qui dorment à la banque. Nous voulons des plans fermes de

la part du gouvernement actuel relativement à l'élargissement à quatre voies de la Transcanadienne de Longs Creek à St. Leonard, car l'avancement du projet sauvera des vies. Si le gouvernement actuel est capable de trouver 30 millions pour rembourser MRDC, s'il est capable de dépenser 50 000 \$ par jour en péage indirect — c'était avant l'ouverture de la route principale ; ce sera bientôt plus de 100 000 \$ par jour —, il peut sûrement trouver de l'argent à investir afin de rendre plus sécuritaires les routes de notre province. Nous l'avons fait. Sheldon Lee l'a fait. Il est certain que, dans le prochain budget de capital, nous chercherons des investissements importants.

Cet été, les parlementaires du côté de l'opposition officielle ont tenu des réunions publiques relatives à Énergie NB. Selon moi, les gens du Nouveau-Brunswick, dans une écrasante majorité, veulent le maintien du contrôle sur l'entreprise de service public. Les gens veulent savoir, lorsqu'ils ouvrent leur facture mensuelle d'électricité, que le coût de leur électricité ne monte pas en flèche. Les gens du Nouveau-Brunswick veulent une entreprise de service public ayant des obligations envers les gens de la province, non pas une corporation privée ayant des obligations envers ses actionnaires.

Entre-temps, le ministre des Ressources naturelles spécule très publiquement sur l'éventualité de céder une partie de la capacité excédentaire de production d'Énergie NB. C'est plutôt triste. Ni l'économie de notre province ni la population ne viendront à en avoir besoin, raisonne-t-il ; alors, pourquoi y tenir? Voilà une attitude défaitiste. Il est clair que j'ai plus de confiance dans les gens et le potentiel de la province que le ministre en a.

Nous demanderons au gouvernement de faire connaître sa position sur Énergie NB. Il est évident que les gens du Nouveau-Brunswick veulent la connaître. Ils ne veulent pas que le premier ministre coupe le courant à Énergie NB. Il n'y a aucune position claire sur Énergie NB, aucune stratégie des soins de longue durée, aucune stratégie de développement économique, aucune position sur l'impôt municipal. La procrastination du gouvernement actuel est sans bornes.

[Original]

La temporisation, l'indécision et une hésitation qui se traduisent par des études sans fin : voilà les symptômes d'un gouvernement qui n'a pas le courage de diriger, le courage de gouverner. Cela illustre la superficialité des idées du gouvernement actuel sur les questions critiques. Cela montre que le gouvernement s'intéresse surtout à avoir le pouvoir sur les gens du Nouveau-Brunswick et non pas à exercer le pouvoir qui lui a été confié dans l'intérêt des gens du Nouveau-Brunswick.

Le gouvernement actuel ferait bien de consacrer moins de temps à se vanter de pouvoir remporter 55 sièges aux prochaines élections et plus de temps à gouverner effectivement. Ce n'est pas le premier ministre ou le ministre des Transports qui décidera combien de sièges ils méritent, mais les gens du Nouveau-Brunswick. Peu importe le nombre de fois que le premier ministre dit qu'il veut faire du Nouveau-Brunswick le meilleur endroit au Canada où vivre, travailler et élever une famille, la plupart d'entre nous croient que nous progressions plus rapidement en ce sens avant que lui et son gouvernement prennent le pouvoir.

Toutefois, le gouvernement est passé maître dans l'art de blâmer les autres. D'abord, la situation

était la faute du gouvernement précédent. On a entendu cela pendant deux ans. Ils sont au pouvoir depuis 30 mois maintenant, et on l'entend encore. Cependant, au fil des jours, nous nous sommes éloignés tranquillement du 7 juin 1999, et il est devenu de plus en plus difficile de blâmer ses prédécesseurs.

Ensuite, c'est le gouvernement fédéral qui ne faisait pas sa part, peu importe que le gouvernement actuel ne se soit pas encore soucié d'accéder à des fonds fédéraux — au-delà de 100 millions, même 200 millions, qui sont en habitation pour de l'équipement médical, pour la construction de routes, et j'en passe, qui n'ont presque pas été utilisés par le gouvernement actuel.

(Exclamations.)

En banque, garantie, à une période où le gouvernement devrait investir dans les infrastructures du Nouveau-Brunswick.

Puis, c'était au tour des administrations municipales. Elles allaient devoir se serrer la ceinture et aiguiser leurs crayons, comme leur a dit l'ancien ministre des Finances.

Le gouvernement a même blâmé ses propres employés à quelques reprises. La fonction publique voulait le faire mal paraître, à ce qu'il prétendait. D'autres fois, c'était au tour des syndicats et des associations professionnelles.

Enfin, il y a deux semaines, le ministre de la Santé et du Mieux-être en est même venu à blâmer l'État du Maine de la flambée de rage dans notre province. C'est bien le comble. Qui blâmeront-ils ensuite?

[Traduction]

Ce pourrait être ma dernière session. Qui sait? Une élection pourrait être déclenchée. Je pourrais ne pas me présenter. Je pourrais me présenter mais ne pas être élu. C'est assurément arrivé auparavant à des hommes et femmes de meilleur calibre que moi. J'ai donc cru partager avec vous ma réflexion, voire peut-être des aveux. Voici, donc, si vous me le permettez. Mon père était un Conservateur. Je suis sûr qu'il me pardonnera de le signaler aujourd'hui. Je suis sûr qu'il a voté pour moi — du moins, je le pense. Il a oeuvré au sein du Parti conservateur il y a bien des années, et je suis sûr que, comme tout père, il voulait que je sois un Conservateur moi aussi. Rien de plus naturel.

Par amour et respect pour lui, je me suis posé dernièrement des questions très personnelles sur mon propre avenir. Par amour et respect pour mon père, j'ai songé à réfléchir à ce que cela veut dire que d'être un Conservateur. Eh bien, j'y ai réfléchi. Voici donc ce que j'ai trouvé, après consultation du dictionnaire, un peu de recherche et un peu de réflexion.

(Exclamation.)

Je sais qu'il écoute. J'en suis sûr.

Voici ce que j'ai trouvé. D'abord, j'ai vérifié comment s'appelle la partie de la province représentée par des députés conservateurs. Ça s'appelle «Patrie conservatrice». J'ai cherché quelque chose sur le ministre des Transports, l'hon. M. Mockler. Je l'appellerai par son nom, même si je ne devrais probablement pas. Dans sa façon de répondre aux questions, je dirais qu'il est «provocateur», pour ne pas dire «déclamateur». Lorsque le premier ministre des Finances de mémoire récente, peut-être dans l'histoire mondiale, est démis de ses fonctions, c'est un «dégringolateur». J'ai consulté l'entrée relative aux principes conservateurs de gouvernement, et, tout ce que j'ai trouvé, c'est «manipulateur» et «décimateur». J'ai cherché comment s'appelle la période entre le moment où un gouvernement conservateur dit qu'il va faire quelque chose et le moment où il le fait vraiment, et ça s'appelle «midi à quatorze heures».

Quand un député conservateur dit tout ignorer d'allégations de trafic d'influence dans sa circonscription, c'est tout simplement un «emberlificoteur». J'ai recherché un mot pour désigner quelqu'un qui accorde des travaux sans contrat, embauche des personnes sans concours et octroie des contrats de consultants à des Conservateurs bien connus, et j'ai trouvé «profiteur». Un ministre Conservateur renvoyé du Cabinet s'appelle un «quasi-chômeur», c'est-à-dire qu'il est en état d'apesanteur. J'ai cherché comment s'appelle un ministre conservateur qui sollicite des fonds auprès de compagnies qui font affaire avec son propre ministère et j'ai trouvé «prédateur». Bien sûr, quand on oblige des compagnies à verser des fonds à une compagnie de fonds de Conservateurs, on est alors «compensateur» ou, si vous préférez, «dispensateur».

Le rôle de la GRC, dans tout ça — là, j'ai dû aller chercher un mot d'origine étrangère —, est de mener une razzia sur le Poulailier conservateur. Si jamais le premier ministre répondait à une de mes questions, ce serait «renversateur». Le réflexe de la plupart des gens du Nouveau-Brunswick à l'égard des Conservateurs aux prochaines élections provinciales ne sera pas «préservateur». Les candidats libéraux aux prochaines élections provinciales auront sur les Conservateurs un résultat probablement «dévastateur» ou «éliminateur». Autrement dit, ils serviront d'éboueurs pour mettre les candidats conservateurs à la poubelle. Un synonyme pour simple député conservateur — c'est vous, là, les gars — est «hibernateur». Enfin, un parti qui forme le gouvernement mais qui perd après un seul mandat est qualifié de «Parti passé».

Comme vous pouvez le constater, après des recherches aussi approfondies, je ne pouvais vraiment pas devenir un Conservateur. Néanmoins, je sais que mon père m'aime encore et qu'il me pardonne, car, en l'occurrence, avouer son amour n'est pas synonyme de s'avouer Conservateur.

C'est beaucoup de travail.

(Exclamations.)

Je suis désolé que vous soyez offensés.

Le privilège de gouverner s'accompagne de grandes responsabilités. Je pense qu'il est temps que le gouvernement actuel commence à en assumer. Chaque jour, les gens du Nouveau-Brunswick prennent des décisions personnelles pour lesquelles ils sont responsables. Je crois que les gens de notre province tiennent au sens des responsabilités, et ils s'attendent certainement à ce que leur

gouvernement fasse de même. Il se peut que le gouvernement actuel ne prenne pas ses responsabilités au sérieux, mais, dans l'opposition, nous prenons les nôtres au sérieux. Nous avons l'intention de faire des suggestions concrètes et positives et de le soumettre à l'examen non seulement de l'Assemblée législative mais aussi des gens du Nouveau-Brunswick.

Lorsque je me suis assis, il y a quelques jours, pour préparer mon discours, je n'ai pu m'empêcher de remarquer la date : le 22 novembre. Il y a 38 ans, le président John F. Kennedy a été assassiné. J'avais 12 ans et je revenais de l'école lorsque j'ai entendu la nouvelle. Tout au long de ma vie, à mesure que mon intérêt et mon activité dans la vie politique se sont accrus, j'ai puisé inspiration et encouragement dans les discours et les observations du président Kennedy. Même en tant que candidat à la présidence, il avait une vision très claire de ce que devait être le rôle du gouvernement. Je me souviens en particulier du passage suivant du premier débat présidentiel télévisé :

[Traduction]

Je pense que la question qui nous est posée est la suivante : Faisons-nous autant que nous pouvons? Sommes-nous aussi forts que nous devrions l'être?

[.....]

Je crois en une action gouvernementale efficace, et je pense [...] c'est la seule manière d'agir qui nous permettra de progresser. Je pense que nous pouvons mieux accomplir la tâche. Je pense que nous devons mieux accomplir la tâche si nous voulons assumer les responsabilités dont nous ont chargés les temps et les événements.

Nous ne pouvons déléguer la tâche à personne d'autre.

Je crois que les gens continuent d'en attendre autant de leur gouvernement. C'est certainement ce à quoi les gens du Nouveau-Brunswick s'attendent. Un gouvernement qui pose continuellement la question : Faisons-nous tout ce que nous pouvons? Un gouvernement qui refuse de se reposer sur ses lauriers avant de pouvoir répondre : Oui. Nous n'avons pas vu un tel sens des responsabilités chez le gouvernement actuel. Nous avons vu un gouvernement qui se contente de languir sur la touche, qui se satisfait de la mention « assez bien ». Je ne suis pas satisfait du statu quo. Je ne serai pas satisfait avant de voir un gouvernement se consacrer à l'excellence et au progrès. Je me rends compte que la courbe d'apprentissage a été raide pour le premier ministre et son gouvernement, mais le moment est certainement venu, assurément, de remettre la province en marche. Merci.